



LIONEL ZINSOU

Président de PAI Partners

Christopher DICKEY, Chef du bureau parisien et rédacteur en chef pour le Moyen-Orient de Newsweek Magazine

Merci beaucoup, Jean-Michel. Lionel, vous connaissez Jean-Michel depuis longtemps et nous évoquions hier soir le fait qu'il vous est difficile de ne pas être d'accord avec lui. Cependant, en écoutant l'intervention qu'il vient de faire, avec une approche macro-économique de la situation en Afrique, je ne peux pas m'empêcher de penser à tout ce qui fait les gros titres de la presse à ce sujet. Les médias y sont peut-être pour quelque chose, mais je pense à une guerre possible entre le Kenya et la Somalie, elle-même un Etat défaillant. Je me pose des questions. Que se passe-t-il au Zimbabwe ? Et en Afrique du Nord, avec les révolutions ?

Tous les problèmes qui existent en Afrique sont-ils de nature à entraver ce type de croissance dont nous débattons, ou vont-ils au contraire être progressivement résolus par cette croissance ?

Lionel ZINSOU, Président de PAI Partners

Merci pour ces questions. Bonjour, chers amis, mesdames et messieurs. L'impact des conflits est une donnée mesurable. L'OCDE fait ce genre d'analyse et la Banque africaine de développement également en publiant chaque année une étude sur les perspectives économiques de l'Afrique. Cette étude mesure trois données fondamentales - le niveau de conflit, le nombre de victimes des conflits et les atteintes à l'ordre public. Or, que révèle cette étude ? Ces variables ont été réduites aujourd'hui à un dixième des niveaux atteints il y a dix ans. Certes, des conflits résiduels persistent dans la région des Grands Lacs de l'Afrique. Certes, la Somalie est un État en faillite, ce qui engendre des problèmes économiques, sociaux et politiques partout. Oui, comme je vous l'ai dit, les conflits résiduels existent mais leur niveau d'intensité est équivalent à un dixième de ce qu'il était. Il ne représente donc aucune menace pour la croissance. Au contraire, il a même permis la reprise de la croissance à partir de l'an 2000. L'ensemble de l'Afrique a connu douze ans de croissance soutenue et très homogène, c'était la condition préalable au succès.

Même si le sujet fait la une de la presse européenne et américaine, les conflits ne constituent déjà plus un obstacle. Nous avons un problème avec la perception de l'Afrique. Celle-ci est toujours perçue comme un continent miné par des conflits, des pandémies, des famines et d'autres fléaux. Il y a cinq ou six ans, j'aurais dit que cette mauvaise perception était un problème majeur pour l'Afrique. Aujourd'hui, je pense que c'est un problème majeur pour l'Europe, car la situation a totalement changé. Pendant les années 1980 et 1990, nous, les Africains, avons été considérés par les pays de l'OCDE comme vivant dans une sorte de continent désespéré. Dans une certaine mesure, nous avons eu tendance à partager cette opinion et à nous voir à travers le prisme biaisé du point de vue européen ou américain. Aujourd'hui, ce phénomène a complètement disparu.

Nous entretenons désormais des relations avec l'Amérique Latine, le Brésil, et le Moyen-Orient. On sait que l'Afrique du Nord forme un nouveau continent avec le Moyen-Orient, mais l'ensemble de l'Afrique de l'Est interagit intensément avec l'Afrique du Sud, tandis que les échanges s'intensifient entre le Nigeria et le Moyen Orient en attendant bientôt l'Extrême-Orient. Aujourd'hui, nos échanges avec l'Inde, la Corée et la Chine sont essentiels dans notre vie quotidienne. Le premier partenaire commercial d'un pays comme le Bénin, en Afrique de l'Ouest, c'est la Chine. Le deuxième, qui est moins connu, c'est l'Inde. La France ne vient qu'en troisième position. La situation a complètement changé pendant ces dix dernières années.



Dans un sens, le fait que nous soyons perçus comme un continent à risques, avec notamment une évaluation du risque politique très exagérée par rapport à la réalité, ou encore comme une zone de conflit souffrant d'une mauvaise gouvernance, ne constitue plus un obstacle à la croissance. C'est un obstacle à la normalisation du rôle de l'Europe, qui continue à accorder trop d'importance à des problèmes révolus. Pour quelqu'un comme moi qui suis à la fois français et béninois, c'est une question stressante. Regardez les statistiques sur les capitaux propres de nos entreprises. L'Europe est propriétaire de l'Afrique. Demain, ce seront les Africains, les Chinois et beaucoup d'autres, mais pour l'instant c'est encore la France, le Royaume-Uni, l'Espagne, le Portugal, tout l'héritage colonial, qui détiennent les capitaux de nos entreprises.

L'Europe possède l'Afrique d'une autre manière aussi. L'Europe dirige l'esprit des Africains au moyen des cadres juridiques et des langues, mais l'Europe est totalement absente de la vision de l'avenir de l'Afrique, même si la situation s'est améliorée depuis cinq ans, sans doute parce que les Européens se sont rendus compte que les Indiens et les Chinois avaient perçu quelque chose qu'eux-mêmes n'avaient pas remarqué. Une des raisons de la popularité de l'Afrique actuellement est l'importance que l'Asie y gagne. C'est un phénomène très populaire parmi les Africains parce c'est le seul qui commence à réveiller les Européens. Il y a maintenant une crainte que la Chine joue un rôle très important, simplement grâce à sa perception totalement différente de l'Afrique. Ce n'est pas du néo-colonialisme. Il s'agit simplement d'un pays qui regarde un continent avec une approche pragmatique qui n'a rien à voir avec l'héritage colonial.

C'est très important pour les Africains. Les modèles de croissance sont en train de changer dans leur esprit. Sir Bob Geldof a créé un fonds d'investissement privé à but humanitaire qu'il a appelé le « Fonds des huit Milles » parce qu'il y a seulement huit milles nautiques entre le sud de l'Espagne et le nord du Maroc. De temps en temps, je me demande si c'est huit milles ou huit cent milles ou huit mille milles. Il faut savoir qu'il est plus facile aujourd'hui d'aller de Cotonou, la capitale du Bénin, à Shanghai. C'est la loi du commerce. L'écart est-il de huit milles nautiques à travers le Déroit de Gibraltar ou plutôt de huit mille milles? Pour les Africains, il est urgent que les Européens se réveillent à cet égard.

Je dirais donc, pour répondre à votre question, que la perception de l'Afrique doit changer.

Christopher DICKEY, Chef du bureau parisien et rédacteur en chef pour le Moyen-Orient de Newsweek Magazine

Les problèmes de gouvernance sont évidemment une des raisons de cette perception négative. Qui dirige les pays africains et de quelle façon ? Il y a vingt ans, nous aurions probablement donné en exemple le succès de la Côte d'Ivoire, alors que ce n'est plus le cas aujourd'hui. Par conséquent, je pense qu'il y a ce sentiment, vu du monde extérieur, que les choses peuvent aller bien au début, et le développement prendre un certain élan, jusqu'à ce qu'éclate un conflit entre factions différentes dans le pays en question, pas seulement en Côte d'Ivoire d'ailleurs, et que soudain tout commence à s'effondrer. Comment analysez-vous cette situation? Pensez-vous qu'elle s'améliore également ou que c'est justement la croissance dont nous parlons qui va l'arranger ? Est-ce un problème endémique en Afrique qui va représenter un enjeu dans un avenir prévisible ?

Lionel ZINSOU, Président de PAI Partners

Il faut juger la qualité de la gouvernance aux actes et aux résultats. Ce continent a un ratio dette-PIB de 25%. Ce bon résultat n'est pas dû seulement à des gestes de la part des pays membres de l'OCDE, mais aussi aux efforts faits sur le plan intérieur en faveur de l'ajustement structurel de la dette. Ce continent a un déficit public inférieur à 3 %, sachant qu'il existe des fluctuations en fonction des pays, mais c'est assez homogène dans l'ensemble. Les gens n'ont pas du tout cette vision de l'Afrique. La situation est légèrement meilleure en termes de structure de la fiscalité dans les pays gros producteurs de pétrole, mais l'écart reste très limité.



Nous finirons par être le seul continent qui respecte les contraintes de Maastricht. L'Afrique a une balance commerciale positive et c'est aussi le seul continent affichant un excédent commercial avec la Chine. Le marché chinois représente 15 % des exportations africaines contre seulement 1,5 % de ses importations. Vous pourriez l'attribuer au fait que la Chine considère l'Afrique comme trop pauvre pour être un marché mais intéressante en tant que source d'approvisionnement en matières premières. C'est possible, mais il n'en reste pas moins que c'est le seul continent qui possède un excédent commercial avec la Chine.

En matière de gouvernance, pour attirer l'investissement et l'épargne de la diaspora, le bilan est convenable. On parle beaucoup de la corruption. Regardez les résultats. Regardez les faits. L'Afrique n'est pas si mal gouvernée en termes d'État de droit, d'élections et de démocratie. Je n'irai pas jusqu'à dire que nous sommes un modèle d'État de droit. Nous sommes passés par des régimes marxiste-léninistes puis républicains, sans oublier le nombre record de coups d'état dans les années 1960, et j'en passe, et nous sommes parvenus, malgré tout, à avoir pu bénéficier de l'État de droit pendant ces vingt dernières années. Je citerai le Ghana comme exemple d'un pays de cette région qui est revenu de l'enfer et a réussi à poursuivre sa progression. Je dirais que nous sommes probablement le continent où l'État de droit progresse le plus et le plus rapidement.

Encore une fois, sans aller jusqu'à dire que nous sommes le continent de l'État de droit, je ne pense pas non plus, qu'en termes de gouvernance, l'Europe ou les États-Unis aient conservé aujourd'hui l'autorité nécessaire pour se poser en modèle autant que par le passé. L'Afrique a des raisons internes de progresser, sous l'impulsion de l'opinion publique et de l'émergence de la classe moyenne. Le véritable moteur de cette évolution est l'éducation de cette classe moyenne et l'accès à l'information dans les régions les plus reculées d'Afrique. Il y a quelques années, un Président de la République française a affirmé : « l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire ». Nous avons été tellement choqués par ces propos que ces deux ou trois dernières années nous avons décidé d'entrer dans l'Histoire très rapidement.